

---

# Le mois

---

## Victoire d'Obama : leçon pour les gauches d'Europe

---

ISABELLE FERRERAS

Depuis l'élection de Reagan en 1982, les États-Unis constituaient un repoussoir pour la gauche démocratique européenne. Malgré quelques moments d'espoir trop vite déçus — la victoire de Bill Clinton en 1992 —, la société américaine offrait en effet le spectacle d'un pays aux prises avec une démocratie aux institutions confisquées par le pouvoir de l'argent, une révolution conservatrice obscurantiste, une liste de régressions sociales sans fin. La prise de pouvoir de G.W. Bush en 2000 a achevé de « parfaire » le tableau en détricotant le peu d'idéal progressiste qui semblait encore survivre dans ce pays : règne de la loi du plus fort érigée en religion nationale, baisse des contributions des plus riches, redistribution malingre, minimalisation des fonctions de l'État, violence, guerre et torture élevées au rang de moyens légitimes de gouvernement, inégalités et pauvreté comme faits sociaux normaux.

Une leçon mérite d'être aujourd'hui tirée. Elle a trait à la complexité du projet démocratique et renvoie la gauche européenne à ses travaux. Durant ces trente dernières années, celle-ci s'interrogeait : que diable faisaient les progressistes américains ? où étaient-ils passés ? inefficaces ? inadaptés ? incapables ?

Finalement, la question avait le don de rassurer. Car tout allait beaucoup mieux sur le Vieux Continent. Un continent européen qui, lui, avait de « vraies traditions » ouvrières, socialistes, solidement ancrées, contrairement à ce pauvre Nouveau Monde qui n'avait jamais lu Marx jusqu'au bout. Et la gauche européenne de se trouver toute rassurée de porter ses partis au pouvoir ici ou là, en coalition ou pas, de voir ses organisations syndicales tolérées... Et si l'histoire était plus complexe, et un rien moins charmante pour la gauche du Vieux Continent ? Et si la scène politique américaine devait nourrir la réflexion des gauches d'Europe ?

Que s'est-il passé aux États-Unis ? Rappelons-nous. Après la Grande Dépression des années trente, l'idée que l'État doit jouer un rôle crucial dans la construction d'une société et d'une économie saines s'est imposée. Le compromis social-démocrate, comme l'appellent les Européens, fondé sur la doctrine économique keynésienne, justifia alors une imposition harmonisée au niveau de l'État fédéral américain, des dépenses publiques et une fonction redistributive fortes. Ce rôle clef de l'État s'imposa entre autres grâce à la mise en œuvre, avec succès, du New Deal de F.D. Roosevelt entre 1933 et 1936.

Cette période dramatique marque profondément les esprits de la droite américaine. Celle-ci se lance dans la bataille des idées et débute un travail intellectuel et militant de plusieurs décennies, qui engendrera la fondation de l'American Enterprise Institute (1943) avant celles des Heritage Foundation (1973) et Cato Institute (1977). Le tout forme une pyramide de *think-tanks* de droite, promouvant l'idée du « gouvernement limité », des libertés individuelles avant tout, de la liberté d'entreprendre sans entraves et du nationalisme américain couplé à une défense nationale « agressive ». Ces *think-tanks* travaillent au corps le personnel politique républicain et son électorat via des relais médiatiques de plus en plus solides et contribuent aux succès électoraux du parti républicain, de Reagan à G.W. Bush.

Si la gauche américaine entame une longue traversée du désert au début des années septante, c'est que les efforts entamés trois décennies plus tôt par ses adversaires portent leurs fruits. À cet instant, la contre-offensive idéologique menée par l'alliance des néolibéraux et des néo-conservateurs est déjà trop puissante que pour être endiguée. Elle déploiera ses effets durant trente ans, jusqu'à la lamentable fin de règne de G.W. Bush.

#### Rebâtir un projet social-démocrate

L'agenda politique du candidat Barack Obama est l'héritier, en ligne directe et en miroir, de cette histoire d'hégémonie idéologique. Il y a dix ans, quand il se présente aux électeurs de Chicago, Obama est soutenu par la frange la plus progressiste des démocrates américains. Il défend un agenda opposé au *mainstream* idéologique de l'époque : programme de sécurité sociale sérieux pour partager la richesse, investissement public dans l'éducation et la santé, représentation syndicale dans les entreprises — entre autres. Certes, aujourd'hui, parlant à toute l'Amérique, son discours s'est quelque peu arrondi. Mais ces traits fondamentaux perdurent :

une théorie du rôle de la puissance publique restaurée dans sa capacité à jouer un rôle redistributif et industriel, à l'opposé de la doctrine de la droite américaine. Il y a huit et quatre ans, les candidats démocrates Gore puis Kerry n'ont jamais osé articuler de tels principes. Aujourd'hui, il n'y a plus « photo » : les Américains ont fait confiance à Obama pour restaurer l'économie, pas à McCain.

Serait-ce une question d'image ? De candidat qui saurait *flasher* son sourire craquant au bon moment ? De séances de photo opportunément orchestrées par des stratèges politiques plus doués que ceux du camp d'en face ? Certes, cela compte. Mais le fond du renversement de situation provient bien d'un renversement idéologique soigneusement préparé par la gauche américaine et ce, depuis de longues années. Le peuple américain a été habitué à entendre d'autres arguments, une autre lecture de la société et de la puissance publique que celle infligée par les républicains et leurs alliés des *think-tanks* régressistes.

Car que faisait la gauche américaine durant ces décennies d'inquiétude pour la gauche européenne ? Elle tirait les leçons de l'offensive des idées conservatrices. Elle organisait un contexte favorable à l'articulation d'un projet démocrate enfin différent de la copie version *light* du programme républicain. Oui, après avoir compris la gravité de l'offensive idéologique à laquelle elle faisait face, la gauche américaine s'est progressivement attelée à une tâche titanesque : elle a réorganisé son tissu militant asphyxié entre un parti démocrate droitisé et des taux d'affiliation syndicale en chute libre (de la création d'Acorn en 1970 à celle de MoveOn.org en 1998 et de Working America en 2003). Elle a poussé le parti démocrate vers la gauche dans le contexte difficile d'un système majoritaire (création du New Party en 1992 et du Working Families Party en 1998). Enfin, elle a rebâti un projet social-démocrate digne de ce nom en démontrant la pertinence de ses propositions au niveau des États et en marquant des victoires locales spécifiques (par exemple, la coordination de la qua-

lification professionnelle dans les bassins d'emploi du Wisconsin coordonnée par le Center on Wisconsin Strategy).

Enfin, après le traumatisme de l'entrée en fonction de G.W. Bush en 2000, alors que la domination des républicains semblait plus inoxydable que jamais, la gauche s'est attelée à formuler sa vision. Elle a cherché à rassembler au travers de nouveaux grands projets toutes les forces possibles d'une nouvelle coalition, au-delà des lignes de partage traditionnelles. Conçu après les attaques du 11 septembre 2001, le projet Apollo Alliance en est l'exemple emblématique. À l'équation du triste succès de Bush : terrorisme, destruction de l'environnement, délocalisation de l'emploi industriel, Apollo Alliance a répondu : indépendance vis-à-vis des pays producteurs de pétrole et de terrorisme, sauvegarde de l'environnement et énergies renouvelables, emplois manufacturiers et de service, non délocalisables et syndiqués. Un projet concret et réaliste, idéaliste et ambitieux, proposant dans une même opération durabilité environnementale et création de millions de bons emplois. Les membres de cette coalition sont les plus divers : élus locaux et nationaux, mouvement syndical, mouvement environnemental, Églises de toutes confessions, *green business leaders*, centres de recherche progressistes, mouvements étudiants... Ce n'est pas un hasard si Dan Carol, promoteur de l'Apollo Alliance avec Joel Rogers et Robert Borosage, s'est retrouvé le directeur du programme et des enjeux de la campagne Obama.

### Un processus de longue haleine

---

La force du candidat démocrate est aussi tributaire de ce long travail de préparation. Le fait qu'Obama ait pu reprendre ce type de projet dans son programme et le défendre avec succès ne provient-il pas, en effet, de ce que la gauche américaine, dans un contexte idéologique contraire, labourait le terrain des idées

et sensibilisait les citoyens américains, depuis une date antérieure au présent cycle électoral? Évidemment, la crise financière a accéléré ce travail de maturation. Évidemment, le charisme de Barack et Michelle Obama a fait une réelle différence. Mais qui peut dire ce qu'aurait été la crédibilité — la capacité à être cru — du candidat démocrate sans ce patient travail de réflexion, de proposition et de coalition des gauches américaines? C'est à la gauche européenne de se poser aujourd'hui la question. Car il est à craindre qu'elle ne se trouve aujourd'hui dans le même état de faiblesse idéologique que celui dans lequel se trouvait la gauche américaine des années septante.

Les victoires politiques se préparent sur le long terme. Rassembler ses composantes, articuler une vision cohérente, énoncer des propositions concrètes ambitieuses, et compréhensibles par tous, démontrer son sérieux et son efficacité par des succès locaux : voilà qui a contribué à la victoire d'aujourd'hui. Et si les gauches d'Europe s'inspiraient, une fois n'est pas coutume, des États-Unis... ■

Une version courte de cet article a été publiée dans *Le Soir* du 7 novembre 2008

---